

Solidarité avec José Bové

jeudi 8 février 2007, par [BESANCENOT Olivier](#), [Rouge](#) (Date de rédaction antérieure : 15 février 2007).

Sommaire

- [Déclaration d'Olivier Besancenot](#)
- [Pas de prison pour José Bové !](#)

Déclaration d'Olivier Besancenot

La Cour de Cassation vient de rejeter le pourvoi de José Bové suite à la condamnation prononcée par la Cour d'appel de Toulouse, le 15 novembre 2005, pour l'arrachage de maïs transgénique. José Bové est donc condamné à 4 mois de prison ferme et son incarcération dépend du juge de l'application des peines. Je suis scandalisé par la condamnation infligée à J.Bové, alors que les multinationales semencières n'hésitent pas à défier le principe de précaution en menant des cultures d'OGM en plein champ. J'exprime - ainsi que la LCR - ma totale solidarité avec J.Bové. Il faut tout faire maintenant, tous ensemble, pour que J.Bové n'aille pas en prison.

Le 7 février 2007

Pas de prison pour José Bové !

Rouge

Quatre mois de prison pour avoir fauché une parcelle d'OGM ! C'est le petit avant-goût du climat dominant si, par malheur, Sarkozy gagnait les élections. Ainsi, la Cour de cassation de Paris a confirmé la condamnation, prononcée à Toulouse, en novembre 2005. José Bové est condamné, alors que d'autres syndicalistes ont été acquittés pour les mêmes faits, en application du principe de précaution, et alors que la France n'applique toujours pas la directive européenne sur le contrôle et la publicité des plantations expérimentales d'OGM.

Rendue au « nom du peuple français », cette condamnation va à l'encontre de l'opinion de 80 % de la population qui, dans tous les sondages réalisés à ce jour, exige un moratoire sur ces cultures. José Bové est aujourd'hui l'une des victimes de l'arsenal répressif que met en place le gouvernement et qui vise à criminaliser toute résistance aux agressions du gouvernement et du Medef.

Aujourd'hui, un syndicaliste paysan, hier les jeunes opposants au CPE ou les jeunes des quartiers victimes des brimades policières, sans parler des syndicalistes CGT accusés à tort d'avoir été les incendiaires du siège du Medef à La Rochelle. Le juge d'application des peines de Millau a maintenant plusieurs mois pour décider du sort de José Bové. En fait, cela incombera au ministre de

la Justice. À nous de nous mobiliser dans l'unité la plus large pour empêcher que Bové aille en prison.

* Paru dans Rouge n° 2193 du 15 février 2007.